

**MARCHE PUBLIC DE
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES « BATIMENTS »
POUR DES OPERATIONS IMMOBILIERES AU PROFIT DES SERVICES DE
L'ÉTAT ET DE CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS SITUES EN REGION
ILE-DE-FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Relatif aux prestations de

CONTROLEUR TECHNIQUE – CT

LOT 1

Référence : **DAE_2026_PI_execution**

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales.....	4
1.1 Préambule	4
1.2 Textes de références	4
1.3 Qualité environnementale et innovation.....	5
Article 2 – Modalités générales d'exécution de la prestation	6
2.1 Contenu de la mission	6
2.2 Processus de validation du maitre d'ouvrage	6
2.3 Processus de suspension temporaire de la mission.....	6
2.4 Désignation du contrôleur technique	7
2.5 Condition d'exécution du contrôle.....	7
2.6 Méthodologie des vérifications.....	8
2.7 Modalités d'intervention lors des phases d'opération	9
2.7.1 Phase 1 : Examen des documents de conception et rédaction du rapport initial	10
2.7.2 Phase 2 : Examen des documents d'exécution	10
2.7.3 Phase 3 : Contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements	11
2.7.4 Phase 4 : Etablissement du rapport final de contrôle technique avant la réception.....	11
2.7.5 Phase 5 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.....	12
2.8 Actes du contrôle technique pour les missions de suivi d'opération	12
2.8.1 Actes techniques	12
2.8.2 Actes d'information.....	12
2.9 Modalités de présence et de participation du titulaire	13
2.10 Livrables.....	13
2.10.1 Rapports	13
2.10.2 Avis	13
2.11 Risques sanitaires	15
2.12 Utilisation du BIM.....	15
Article 3 – Missions du contrôleur technique.....	15
3.1 Missions de base – (UO CT 1, 1.1 et 1.2)	15
3.2 Missions complémentaires (Norme NFP 03-100) – (UO CN 2.1 à 2.13 et Pac 2.1 et Pac 2.2)	15
3.3 Missions complémentaires (hors norme NFP 03-100) – (UO HN 3.1 à 3.5 et UO Pac 3.1 et 3.2) ..	16
3.3.1 Mission Fc.....	16
3.3.2 Mission F2 – Vérification des précâblages informatiques et téléphoniques	16
3.3.3 Mission VAMSIET – Vérifications avant mise en service des installations électriques temporaires.....	17
3.3.4 Mission PV – recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations...	17

3.3.5 Mission DEM : solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants ...	18
3.4 Attestations et vérifications complémentaires – (UO ATT 4.1 à 4.6 et UO Pac 4.1 et 4.2).....	18
3.4.1 Hand ATT – Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées	18
3.4.2 Ph ATT – Attestation de la prise en compte de la réglementation acoustique	18
3.4.3 ATT RE2020 – Attestation de la prise en compte de la réglementation RE2020.....	19
3.4.4 Mission VIEL – Vérification initiale des installations électriques	20
3.4.5 Rapport de vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention CONSUEL	20
3.4.6 Th ATT – attestation de la prise en compte de la réglementation thermique.....	21
Article 4 – Prestations complémentaires (BPU)	21
4.1 Coût horaire / demi-journée / journée- UO 1.1 à 1.4 (BPU)	21
4.2 Vérification périodique annuelle - UO 2 (BPU)	22
4.3 Hypothèse de reprise de la mission suite à défaillance – UO 3 (BPU)	22
Article 5 – Délais d'intervention du contrôleur technique	22

Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les missions confiées au contrôleur technique (CT), les conditions d'exécution ainsi que les modalités techniques de mise en œuvre.

1.1 Préambule

L'accord-cadre a pour objet les prestations intellectuelles travaux sur des sites en Ile-de-France de : Contrôleur Technique, Coordination SPS, OPC, CSSI et conseil en SSI, Conducteur d'opération, Diagnostics, Géomètre Expert et Géomètre mesurage.

Les prestataires se verront confier des missions pour la réalisation d'opérations de construction ou de réhabilitations liées au patrimoine de l'Etat et de ses Etablissements publics.

Les prestations peuvent concerner des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants :

- Logement,
- Tertiaire/commercial,
- Restauration,
- Stockage/archives,
- Laboratoire, enseignement-recherche,
- Socio-culturel,
- Equipements sportifs et de loisirs,
- Immeuble de Grande Hauteur (IGH) / Etablissement Recevant du Public (ERP) / Code du travail
- Immeubles classés ou inscrits au sens du Code du Patrimoine

Cette liste n'est pas exhaustive mais donnée à titre d'exemple.

Les projets concernés pour les réhabilitations peuvent être de plusieurs types :

- Travaux portant sur l'isolation des immeubles,
- Des investissements visant une moindre dépendance aux énergies fossiles,
- Les interventions pour améliorer le confort d'été privilégiant les travaux aux dispositifs passifs, limitant les expositions à la chaleur et en privilégiant la ventilation naturelle,
- Les travaux de gros entretien de renouvellement, la rénovation lourde des bâtiments présentant un enjeu énergétique lourde,
- Les travaux de réaménagements liés aux nouveaux modes de travail.

Sont exclus du présent accord-cadre :

- Les opérations de travaux pour des établissements pénitentiaires
- Les marchés des Etablissements soumis à des exigences de sécurité en termes d'accès et contrôle (personnels soumis à habilitation conformément à l'IGI n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale).

1.2 Textes de références

Sans que la liste n'ait un caractère limitatif, rappel des textes de références en la matière :

- Directive européenne n° 89-106 du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de la Construction ;
- Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée par la Loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989, relative aux responsabilités et assurance dans le domaine de la construction ;
- Décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, relatif à l'agrément des Contrôleurs Techniques et contrôle technique obligatoire ;
- Décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au CCTG applicable aux marchés de contrôles techniques Norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), lequel prévoit notamment dans son article L 111-25 que *l'activité de contrôle technique est soumise à agrément et est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.*
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs ;
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.

Le titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants (maîtrise d'ouvrage, MOE, AMO, autres prestataires intellectuels, entreprises de travaux...) durant toutes les phases de l'opération.

Pour chaque opération, le titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres à chaque opération et à chaque chantier.

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations faisant l'objet du présent lot. À l'occasion de chaque bon de commande le titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations avec le bénéficiaire, représentant de la maîtrise d'ouvrage.

1.3 Qualité environnementale et innovation

Dans la limite des dispositions liées à l'opération de travaux identifiée par le service bénéficiaire ; le titulaire met en œuvre les points suivants :

Numérique :

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

Reprographie :

En limitant les reprographies au strict minimum et à utiliser du papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé, suivant spécification du service bénéficiaire. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Il rend compte, à la demande de la personne publique, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;

Déplacement :

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules non motorisés ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique conformes aux normes en vigueur.

Article 2 – Modalités générales d'exécution de la prestation

Il est à noter que le maître d'ouvrage peut se faire représenter par un assistant à maître d'ouvrage pour tout ou partie de ses missions. Le cas échéant, le titulaire est ainsi tenu d'exécuter ses missions en parfaite coordination avec celui-ci.

Tout manquement dans le respect de ses obligations et dans la remise des livrables suivant le calendrier prévisionnel expose le titulaire à des pénalités, telles que prévues au CCAP.

2.1 Contenu de la mission

Le contrôle technique a pour objet de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation d'opérations immobilières.

Le contrôleur technique exerce ses fonctions auprès du maître d'ouvrage, en liaison avec le maître d'œuvre, les entreprises et fournisseurs et, d'une manière générale, tout intervenant en vue de la réalisation des opérations.

2.2 Processus de validation du maître d'ouvrage

L'ensemble des livrables est soumis à validation de la maîtrise d'ouvrage. Chacun des éléments de mission confié fait l'objet d'une décision d'admission de la part de la Maîtrise d'ouvrage. A défaut, la rémunération afférente ne peut être versée.

Le calendrier prévisionnel ainsi que le périmètre de la mission confiée détaillant les missions de base et complémentaires, sont transmis par le maître d'ouvrage lors de l'enclenchement de la mission formalisée par bon de commande (ou expression du besoin ~~cahier des charges~~).

Tout manquement dans le respect de ses obligations et dans la remise des livrables suivant le calendrier prévisionnel expose le titulaire à des pénalités, telles que prévues au CCAP.

2.3 Processus de suspension temporaire de la mission

Outre les cas de circonstances imprévisibles prévus à l'article 24 du CCAG, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, selon les modalités décrites à l'article 4.2 du CCAP, suspendre la mission, quel que soit son état d'avancement. Dans ce cas, le titulaire doit interrompre la poursuite des

prestations. Il doit néanmoins la production du(es) livrable(s) dû(s) en lien avec les tâches effectuées antérieurement à la décision de suspension, dans les conditions et délais prévus à l'article 5 du présent CCTP.

2.4 Désignation du contrôleur technique

Pour chaque bon de commande (ou expression du besoin) et afin de permettre l'exercice de la mission du coordinateur sécurité et protection santé, le maître d'ouvrage s'engage à :

- Désigner le titulaire au commencement d'une phase qui lui est confiée ;
- Donner accès au coordonnateur à toutes les réunions organisées par le maître d'ouvrage et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci.
- Lui donner accès au chantier, le prévenir en temps utile des dates de commencement des travaux de chaque corps d'état et des phases essentielles de leur exécution ;
- Prendre toutes les dispositions pour faire communiquer au CSPS l'ensemble des informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission.

Pour chaque mission confiée, le titulaire a l'obligation de proposer une personne physique principale et un suppléant avec les compétences en adéquation avec le périmètre de missions confiées.

Le titulaire adapte la sélection du contrôleur technique en adéquation avec les contraintes du chantier et les compétences requises. Ce contrôleur doit suivre la totalité de l'opération, ou sur la globalité de la mission confiée, du début de la phase de conception à sa fin d'année de parfait achèvement, et ne peut être remplacé, à l'exception des congés, arrêts maladie ou de cas de force majeure, ou bien suivants les cas prévus au CCAP, article 3.1.3.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires et/ou contractuelles. Dans ce cas, le maître d'ouvrage demande au titulaire, le remplacement immédiat du coordonnateur sécurité et protection de la santé par une autre personne justifiant de la même compétence requise.

Il est rappelé que les prestations du contrôleur technique peuvent se dérouler dans les établissements ouverts au public ou au personnel, et qu'il doit en conséquence agir conformément à la réglementation en vigueur.

2.5 Condition d'exécution du contrôle

Les conditions suivantes sont appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler par écrit dans un délai maximum de 15 jours au maître d'ouvrage.
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler par écrit sous 15 jours au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge.
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Le ou les types de signature utilisés sont indiqués par le maître d'ouvrage dans le bon de commande (ou expression du besoin).

- Le maître d'ouvrage prend les dispositions nécessaires pour :
 - Informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, du nom et des coordonnées du contrôleur technique.
 - Donner au contrôleur technique copie de tous les documents nécessaires à sa mission.

2.6 Méthodologie des vérifications

L'analyse de risques et de conformité aux normes et réglementations techniques en vigueur est la base de l'intervention du contrôleur technique. Adaptée à chaque opération, elle prend en compte divers facteurs, pouvant évoluer au cours du cycle de vie du bâtiment :

- La probabilité de voir survenir des défaillances ;
- Les mesures et essais à réaliser lors de la phase de réception ;
- L'importance des conséquences de ces défaillances au cours de l'exploitation ;
- L'expérience et la qualification des constructeurs.

Par nature, les vérifications comprennent l'évaluation du projet et de sa réalisation par référence :

- Aux textes législatifs et réglementaires ;
- Aux textes techniques de caractère normatif et notamment :
 - Aux normes françaises y compris les normes transposant en France les normes européennes ;
 - Aux règles et prescriptions techniques DTU / NF ;
 - Aux règles professionnelles ;
 - Aux avis techniques, Appréciations Techniques d'Expérimentation (ATex) et agréments techniques européens.

L'objectif est la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés au cours du cycle de vie de l'ouvrage. Ces aléas sont de tous ordres et ont de multiples causes. Ils peuvent être regroupés en grandes familles :

- Erreurs de conception techniques :
 - inadaptation des techniques et des technologies avec la destination ou la fonction des ouvrages ;
 - inadaptation des composants entre eux ou à l'environnement ;
 - mauvaise qualité des composants ;
 - mauvaise qualité des équipements fondamentaux et parfois accessoires ;
 - calcul incomplets, erronés, insuffisants ou inadaptés des éléments primordiaux (ossature en particulier, mais aussi équipements) ;
 - insuffisance d'étude des détails de liaison ou d'adaptation entre éléments composant la structure, le clos, le couvert et l'équipement ;
 - contraintes admissibles dépassées ;
 - déformations excessives ;
 - inobservation des règles de construction, des DTU (dossiers techniques unifiés), Normes NF ...

Chacune de ces causes en soi ou la conjugaison de quelques-unes est susceptible d'engendrer des sinistres d'importance très variable et pouvant aller jusqu'à la destruction de l'ouvrage. C'est donc sur ces éléments générateurs de problèmes que le contrôle technique va s'exercer.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. L'avis du contrôleur technique porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipement tels qu'ils se présentent lors des opérations de contrôle. À ce titre, le contrôleur technique informe le maître d'ouvrage des sondages, prélèvements, jalons et essais à envisager dans l'exécution des travaux.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui lui sont applicables doit être apportée au contrôleur technique soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

2.7 Modalités d'intervention lors des phases d'opération

La réalisation des missions de contrôle technique intervient dans les conditions fixées par la norme NF P 03-100 et par les dispositions suivantes :

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à, directement ou à travers son AMO ou MOE :

- Signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de la mission.
- Communiquer au contrôleur technique l'usage précis auquel il destine les ouvrages soumis au contrôle ainsi que les sujétions d'exploitation de l'ouvrage, telles celles relatives aux hypothèses de charge d'utilisation ou liées à la nature et aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation.
- Fournir au contrôleur technique, en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tous plans, renseignements (dont copie du permis de construire et de la déclaration réglementaire d'ouverture de chantier), justificatifs (tels que certificats et procès-verbaux d'essais) et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toute pièce modificative.
- Fournir au contrôleur technique tous plans, renseignements, justificatifs, constats officiels d'état des lieux concernant les ouvrages existants ou avoisinants, quand sa mission porte sur ces ouvrages.
- Donner accès au contrôleur technique au chantier, le prévenir en temps utile des dates de commencement des travaux de chaque corps d'état et des phases essentielles de leur exécution.
- Communiquer au contrôleur technique, si une intervention lui est demandée pendant la période de parfait achèvement, le procès-verbal de réception des travaux et les plans de récolement.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toutes les difficultés qui font obstacle à la bonne exécution des missions retenues.
- S'assurer ou faire assurer le suivi des avis du contrôleur technique.

Les pièces soumises au contrôleur technique peuvent être sur support papier ou dématérialisées.

La mission de contrôle technique s'organise en 5 phases :

1. Examen des documents de conception (notamment DCE) se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique (RICT).
2. Examen des documents et plans d'exécution et formulation des avis correspondants.

3. Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants, rendez-vous de chantier et diffusion de comptes rendus de contrôle technique.
4. Établissement du rapport final de contrôle technique avant la réception (RFCT), compris assistance aux visites de la Commission de Sécurité, il peut être remis un rapport provisoire (RFCT provisoire) à la demande du maître d'ouvrage.
5. Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et rapport à la demande du maître d'ouvrage. Le maître de l'ouvrage peut confier au contrôleur technique des actes complémentaires dont le contenu est défini contractuellement.

Pour chaque phase, les missions comprennent également la levée d'observations des rapports. Celle-ci consiste à vérifier si les non-conformités, ayant donné lieu à des observations mentionnées sur un des précédents rapports d'intervention sont toujours d'actualité. Elle comprend l'examen des documents complémentaires remis suite à la formulation des observations, et une vérification in situ. Elle se matérialise par la remise d'un rapport complet.

En complément, et suivant les missions confiées ainsi que les types d'opération, il peut être demandé au contrôleur technique d'établir des rapports de vérifications spécifiques tels que l'attestation de solidité à froid, le rapport de vérification règlementaire après travaux et l'attestation accessibilité PMR (cette liste n'est pas exhaustive).

2.7.1 Phase 1 : Examen des documents de conception et rédaction du rapport initial

Il appartient au contrôleur technique l'examen critique des dispositions techniques du projet. Il établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise les avis du contrôleur technique sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises.

Les documents examinés sont notamment :

- Pour les établissements recevant du public, les notices de sécurité et d'accessibilité PMR prévues par la réglementation ;
- Les résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- Le cas échéant, les rapports d'étude des sols ;
- Tous les dossiers de conception établis par une maîtrise d'œuvre privée (MOE) ;
- L'ensemble des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique (RICT).
- L'examen des offres présentées par les entreprises (variantes, ...).

Le RICT comprend pour chacune des missions qui sont confiées au contrôleur technique des avis sur les dispositions techniques du projet. De plus, le contrôleur technique participe aux réunions de mises au point techniques sur demande du maître d'ouvrage.

2.7.2 Phase 2 : Examen des documents d'exécution

L'organisme de contrôle procède, dans ses bureaux, à un examen critique des documents techniques produits par les entreprises relatifs aux missions qui lui sont confiées, comme par exemples : les plans d'exécution, les notes de calculs, les fiches techniques des matériaux et produits. Pour ce faire, il se coordonne avec le MOE qui, au titre de sa mission VISA, procède également à la vérification des documents techniques produits par les entreprises.

Cet examen a lieu avant le début des travaux ou avant ceux qui entrent dans le domaine de sa mission. L'examen critique se fait au regard du cadre réglementaire, juridique, normatif et technique. Le contrôleur technique doit tenir compte des interprétations données par les commissions techniques compétentes. Le bureau de contrôle n'est pas habilité à prescrire un remaniement des plans : il n'a aucun lien contractuel avec le maître d'œuvre et n'est pas le mandataire du maître de l'ouvrage.

Il établit des avis émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase le bureau de contrôle procède à l'examen :

- Des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- Des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques.

2.7.3 Phase 3 : Contrôle de l'exécution des ouvrages et éléments d'équipements

Le bureau de contrôle doit en outre vérifier lui-même, matériellement, que les travaux sont exécutés selon les plans et conformément aux règles de l'art. Il doit s'assurer notamment que les entreprises se livrent aux contrôles nécessaires. Il établit des avis émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes et permettent de formuler des avis ou observations partiels.

Dans cette phase, le bureau de contrôle procède à l'examen :

- Des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- Visuel des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle à l'occasion de visites ponctuelles de chantier.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques et de chantier à la demande du maître d'ouvrage, les horaires étant fixés en fonction de leur impact sur le fonctionnement du site. Durant la période d'exécution, et au minimum une fois par mois, il est demandé au contrôleur technique de transmettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre une synthèse des avis en cours (liste des avis suspendus et défavorables et des documents manquants).

2.7.4 Phase 4 : Etablissement du rapport final de contrôle technique avant la réception

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés emporte vérifications finales en vue de la réception. Le contrôleur procède par examen visuel des parties visibles ou accessibles pendant ou à l'achèvement du chantier. Le contrôle final est antérieur à la réception mais doit permettre éventuellement au maître de l'ouvrage de faire des réserves.

Dans cette phase, le bureau de contrôle établit le rapport final de contrôle technique (RFCT), fait la synthèse des réserves non levées du contrôleur technique, le cas échéant selon les différentes réceptions partielles effectuées.

Pour les établissements soumis à la visite de la commission de sécurité, le contrôleur technique apporte son assistance pour cette visite. Il établit le rapport de vérification réglementaire après

travaux (RVRAT), à destination de la commission de sécurité (obligatoire pour les ERP du 1er groupe et les IGH) ainsi que l'attestation de solidité à froid.

2.7.5 Phase 5 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Le contrôle exercé sur les travaux exécutés s'étend à la période de garantie de parfait achèvement. Le contrôleur technique apporte une assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement par l'examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement. Cet élément de mission comprend l'intervention du contrôleur technique sur demande du maître d'ouvrage durant la période de garantie de parfait achèvement, dans la limite d'une visite par trimestre après la levée des réserves.

2.8 Actes du contrôle technique pour les missions de suivi d'opération

À chaque analyse de document, le contrôleur doit fournir ses avis techniques rédigés dans une forme accessible et doit les faire parvenir :

- Au maître d'ouvrage ;
- Au maître d'œuvre ;
- À tous les intervenants concernés par le sujet.

Les avis donnés au fur-et-à-mesure sur l'exécution sont signés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet par le prestataire.

2.8.1 Actes techniques

Il s'agit de l'examen critique :

- Des documents, plans et dessins définissant les produits, les ouvrages et équipements ainsi que les niveaux de performance attendus de ceux-ci ;
- Des dispositions prises par les constructeurs afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les prestations techniques qui leurs incombent ;
- Des ouvrages et équipements réalisés et de la prise en compte des certificats ou procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, composants ou équipements.

Pour que l'objectif de prévention fixé par la réglementation au contrôleur technique puisse être atteint, les actes techniques du contrôleur technique ne peuvent se limiter à l'examen des documents mais nécessitent de participer à des réunions de mise au point organisées par le maître d'ouvrage et ses assistants.

Dans le cadre de ses missions, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire.

À l'issue de l'examen critique le contrôleur technique transmet un rapport au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tous les intervenants concernés.

2.8.2 Actes d'information

Pour lui permettre d'établir en temps utile le rapport final, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au contrôleur technique, ou à lui faire communiquer, au plus tard quinze jours avant

la date de transmission dudit rapport à la commission de sécurité, les justificatifs nécessaires à l'exercice de la mission (tels que les certificats et procès-verbaux apportant la preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de construction) et qui ne lui auraient pas encore été transmis.

2.9 Modalités de présence et de participation du titulaire

Selon l'opération et les missions qui peuvent lui être confiées par le maître d'ouvrage, le prestataire est informé de l'état d'avancement des études et des travaux. Le contrôleur technique doit assister le maître d'ouvrage à travers :

- Les réunions spécifiques, à l'initiative du maître d'ouvrage, destinées à la mise au point des questions techniques ou réglementaires ;
- Les réunions de chantier, à l'initiative du maître d'ouvrage ;
- Les visites de chantier, à l'initiative du prestataire, destinée aux contrôles nécessaires pour assurer la prévention des aléas techniques ;
- Les opérations de réception, à l'initiative du maître d'ouvrage, destinées à l'assistance du maître d'ouvrage dans les réceptions et levées de réserves ;
- Les interventions durant la période de parfait achèvement.

2.10 Livrables

Le maître d'ouvrage précisera, lors de la commande si les livrables seront transmis sous format papier ou dématérialisé. A défaut, ils pourront prendre la forme dématérialisée permettant une exploitation des fichiers par le MOA. Les délais de remise des livrables sont mentionnés à l'article 5 du présent CCTP, ils peuvent être prévus différemment dans le bon de commande (ou expression du besoin) ; l'acceptation des livrables s'effectue par ordre de service.

2.10.1 Rapports

Liste des rapports :

Avis sur les dossiers de conception

RICT

Rapports d'examen sur documents d'exécution

Rapports de visite

Rapport final du contrôleur technique (RFCT) / RVRAT / Attestations de fin chantier

D'autres rapports peuvent être demandés en fonction des missions confiés et de l'opération :

- Le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), pour les établissements recevant du public du premier groupe et les immeubles de grande hauteur ;
- Le rapport de vérification initiale, qui est établi à l'issue des vérifications initiales sur les installations électriques ;
- Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées ;
- Attestation de prise en compte de la réglementation thermique ;
- Attestation de prise en compte de la réglementation acoustique ;
- Rapport de vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention CONSUEL.

2.10.2 Avis

Le contrôleur technique donne son avis au maître d'ouvrage sur les problèmes d'ordre technique, concernant les missions pour lesquelles il a été missionné.

Les avis du contrôleur technique sont formulés :

- en phase de conception : lors de l'examen des documents de conception ;
- en phase d'études d'exécution : lors de l'examen des documents d'exécution et des visites de chantier ;
- en phase réalisation : lors de l'examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipement soumis à son contrôle ;
- en phase de garantie de parfait achèvement : lors de l'examen des travaux de parachèvement.

Les avis sont favorables ou défavorables, mais ils peuvent être le cas échéant provisoirement suspendus à l'initiative du contrôleur technique dans l'attente d'une précision supplémentaire :

- Les avis favorables : ces avis sont expressément signalés. Si cet avis se révèle erroné, la responsabilité du contrôleur technique pourra être retenue.
- Les avis défavorables : ces avis doivent être expressément signalés. Si le maître d'ouvrage ne suit pas cet avis et qu'un dommage se produit par la suite, le contrôleur technique pourra échapper à la présomption de responsabilité.
- Les avis suspendus : les avis suspendus ne peuvent être motivés que par une insuffisance d'information technique. Un trop grand nombre d'avis suspendus doit alerter le maître d'ouvrage.

L'absence de prise en compte par les entreprises de travaux d'un avis suspendu mène systématiquement à la formulation d'un avis défavorable dans le rapport final du contrôleur technique (RFCT).

Il ne revient pas au contrôleur technique d'assurer le suivi de ses avis. C'est au maître d'ouvrage, assisté éventuellement d'une aide à la maîtrise d'ouvrage, qu'il incombe de faire respecter les avis du contrôleur technique par l'entreprise de travaux.

Le maître d'ouvrage est libre de ne pas suivre les avis qu'il reçoit. Toutefois, sa responsabilité risque alors d'être engagée en cas de survenance de désordres dans l'exécution du chantier.

Forme des avis

Le contrôleur technique doit exprimer des avis en respectant la norme NFP 03-100. Les avis sont présentés sous la forme de tableau comprenant :

- Une ligne pour chaque point de vérification ;
- Une colonne avec l'avis ;
- La référence aux textes réglementaires ;
- Une colonne pour argumenter les avis défavorables ou suspendus.

Emission des avis

L'avis formulé doit faire l'objet d'un commentaire suffisamment explicatif. Pour le RICT, le RVRAT et le RFCT l'ensemble de ces observations détaillées fait l'objet d'une liste récapitulative établit en début ou en fin de rapport, numérotée en une série unique, avec localisation des parties d'installations concernées.

2.11 Risques sanitaires

Le titulaire s'assure de la mise en œuvre de toutes mesures urgentes ou spécifiques destinées à garantir les mesures de prévention et les conditions sanitaires nécessaires aux personnels appelés à intervenir dans la conception, les études d'exécution ou la réalisation de l'ouvrage, en cas de risque sanitaire.

2.12 Utilisation du BIM

Dans l'hypothèse où la Maitrise d'ouvrage a mis en place un BIM collaboratif, le contrôleur technique, dans le cadre des différentes missions qui lui sont confiées, prend en compte dans ses échanges avec les autres intervenants le format des pièces à respecter selon le processus formalisé dans la convention BIM. La prise en compte de ces spécificités liées à l'outil BIM est réputée comprise dans la mission et sa rémunération.

L'existence de cette particularité est précisée par le MOA lors de la commande de la mission.

Article 3 – Missions du contrôleur technique

Les livrables pour les différentes missions mentionnées ci-dessous sont ceux établis au présent CCTP.

3.1 Missions de base – (UO CT 1, 1.1 et 1.2)

Les deux missions de base sont :

- Mission L : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables ;
- Mission S : relative à la sécurité des personnes dans les constructions

Dans le cas d'une mission complète de contrôle technique obligatoire, le contrôle technique comprend à minima la mission L et la mission S, auxquelles pourront s'ajouter d'autres missions.

Cependant en cas de contrôle technique facultatif, le service bénéficiaire peut opter pour l'une ou l'autre des missions, voire les deux si nécessaire.

Ces missions de base sont définies dans l'annexe A de la norme NFP 03-100

3.2 Missions complémentaires (Norme NFP 03-100) – (UO CN 2.1 à 2.13 et Pac 2.1 et Pac 2.2)

- Mission LE : solidité des ouvrages existants
- Mission Hand : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission Av : Stabilité des ouvrages avoisinants
Cette mission est un complément aux missions de base lorsque l'intervention sur un ouvrage crée un risque pour les voisins
- Mission Brd : Transport des brancards dans la construction
- Mission Co : relative à la coordination
- Mission Env : environnement
- Mission F : Fonctionnement des installations

- Mission GTB : Gestion Technique des Bâtiments
Cette mission vient en complément des missions F et S
- Mission HYS : Hygiène et santé dans les constructions (HYSh, HYSa)
- Mission P1 : Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
La mission P1 s'exerce exclusivement en complément de la mission L
- Mission Ph : Isolation acoustique (Phh, Pha)
- Mission PS : sécurité dans la construction en cas de séisme
- Mission Th : isolation thermique et économies d'énergie

3.3 Missions complémentaires (hors norme NFP 03-100) – (UO HN 3.1 à 3.5 et UO Pac 3.1 et 3.2)

3.3.1 Mission Fc

La mission Fc traite du fonctionnement des installations de génie climatique, mission venant en complément de la mission F.

Cette mission comprend l'assistance à 100 % lors des essais de fonctionnement effectués par l'entreprise sur les installations de génie climatique (en chaufferie et/ou en sous-station, installations, réseaux, ventilation, groupe froid, etc.).

3.3.2 Mission F2 – Vérification des précâblages informatiques et téléphoniques

La vérification des précâblages informatiques et téléphoniques contribue à prévenir les risques d'aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des réseaux informatiques et téléphoniques cuivres et fibres optiques.

Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des normes en vigueur (EN 50173, EN 50174, ISO 11801, NFC15-100...), du guide UTE C 15-900 et des prescriptions techniques.

Le contrôleur doit procéder aux vérifications suivantes :

- examens de documents (notes de calcul, plans et schémas, documentation technique) ;
- examens sur site ;
- essais et mesurages.

Les points à examiner sont :

- Identification des points de dysfonctionnements à l'origine de baisses de performances ou de qualité du réseau ;
- Contrôle de la qualité de la mise en œuvre des installations techniques (baie, cheminements des câbles, cohabitation des différents réseaux) ;
- Recherche et détection de défauts sur les liaisons.

Un cahier de recettes des liaisons est établi à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ce cahier doit permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la conformité des installations. Il doit localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés.

Lorsque les vérifications ne portent pas sur la totalité des installations par suite d'impossibilité matérielle (inaccessibilité, etc.), les parties de l'installation non vérifiées et les motifs précis de non-vérification doivent être clairement signalés et récapitulés en tête du cahier.

3.3.3 Mission VAMSIET – Vérifications avant mise en service des installations électriques temporaires

La vérification avant mise en service des installations électriques temporaires est prévue par l'article R4226-21 du code du travail et couvre les installations de chantier. Elle suit les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Il est procédé à une première vérification après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnements...).

Les méthodes et l'étendue de cette vérification sont celles d'une vérification initiale décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Pour les chantiers des opérations de première et de deuxième catégories au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail ou dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA, le rapport est établi comme le rapport de vérification initiale décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Pour les installations des autres chantiers, il peut être établi sur un imprimé qui pourra être rempli manuellement.

Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps d'états, il est procédé à une vérification complémentaire.

Les méthodes et l'étendue de cette vérification sont les mêmes que celles de la première vérification.

Le compte-rendu des vérifications consiste en la mise à jour du rapport établi à la suite de la première vérification ou en la rédaction d'annexes complémentaires.

Sur les chantiers de longue durée, il est procédé à une vérification périodique annuelle (sur commande à part, cf. BPU).

Les méthodes et l'étendue de cette vérification ainsi que le contenu du rapport respectent les dispositions pour la vérification périodique décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Livrables à produire en fin de mission : Les comptes rendus et le rapport de vérification.

3.3.4 Mission PV – recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations

La mission PV du contrôle technique consiste principalement à récolement des procès-verbaux d'essais et de vérifications d'autocontrôle réalisés par les entreprises sur certaines installations techniques avant la réception des ouvrages.

L'objectif est de s'assurer que toutes les installations techniques ont été testées et validées conformément aux exigences réglementaires et techniques, afin de prévenir d'éventuels dysfonctionnements lors de la mise en service du bâtiment.

Les installations concernées :

- Ascenseurs et monte-charges
- Escaliers mécaniques et trottoirs roulants
- Portes et portails automatiques

- Systèmes de chauffage, ventilation, climatisation (VMC, réseaux d'eau, réseaux électriques, portiers électroniques, etc.)

Les prestations de la mission PV :

- Analyse des documents de consultation des entreprises
- Récolement des procès-verbaux d'essais et de vérifications d'autocontrôle effectués par les entreprises
- Avis sur les résultats de ces procès-verbaux

Ce récolement permet de vérifier que toutes les étapes de tests ont été correctement réalisées avant la réception, contribuant ainsi à la sécurité et au bon fonctionnement des installations techniques dans le bâtiment.

3.3.5 Mission DEM : solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission DEM, sont exclusivement ceux qui, découlant des travaux de démolition des ouvrages existants, sont susceptibles de compromettre la solidité des ouvrages avoisinants.

Les ouvrages avoisinants concernés par la mission sont les bâtiments contigus aux ouvrages à démolir.

La mission porte sur les aléas découlant de la réalisation des démolitions d'ouvrages existants, et s'étend aux travaux de confortation des immeubles voisins, entrepris préalablement ou postérieurement aux démolitions.

3.4 Attestations et vérifications complémentaires – (UO ATT 4.1 à 4.6 et UO Pac 4.1 et 4.2)

3.4.1 Hand ATT – Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

Réalisé à l'achèvement des travaux, l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées vise à remplir les obligations du maître d'ouvrage fixées par l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.

Cette attestation s'applique sur les bâtiments d'habitation et les établissements recevant du public. Elle est établie conformément aux annexes de l'arrêté du 22 mars 2007.

L'attestation indique les règles qui sont respectées par les travaux, en tenant compte des dérogations éventuellement obtenues du préfet par le maître d'ouvrage, et les règles qui ne sont pas respectées.

L'attestation précise alors quel ouvrage, quel aménagement ou quel équipement est concerné et elle fait éventuellement un commentaire.

L'attestation indique si nécessaire les lieux ou les locaux qui n'ont pu être visités, et fait tout commentaire général utile à l'appréciation des faits constatés.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification de l'accessibilité.

3.4.2 Ph ATT – Attestation de la prise en compte de la réglementation acoustique

L'attestation sur la réglementation acoustique est délivrée conformément au décret n°2011-604 du 30 mai 2011 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à établir à l'achèvement des travaux de bâtiments d'habitation neufs.

L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique doit être jointe à la déclaration d'achèvement des travaux dans les conditions prévues à l'article R462-4-2 du Code de l'urbanisme. Ces dispositions sont applicables pour les demandes de permis de construire déposées à compter du 1^{er} Janvier 2013 des bâtiments suivants :

- Bâtiments d'habitation neufs collectifs et maisons en bande à l'achèvement des travaux.

Lorsque l'opération de construction est réalisée en plusieurs tranches, chaque tranche doit faire l'objet d'un document spécifique attestant la prise en compte de la réglementation acoustique qui lui est applicable.

Ce document doit reposer sur les constats effectués en phases études et chantier ainsi que sur les mesures acoustiques réalisées à la fin des travaux de construction par échantillonnage, selon les modalités définies dans l'arrêté du 27 novembre 2012.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification de la prise en compte de la réglementation acoustique.

3.4.3 ATT RE2020 – Attestation de la prise en compte de la réglementation RE2020

L'attestation de prise en compte de la réglementation RE 2020 est établie en application de l'article L 122-8 du Code de la construction et de l'habitation ainsi que de l'arrêté du 9 décembre 2021 relatif aux attestations de prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementales, qui impose au maître d'ouvrage de faire établir les documents suivants :

- Une attestation de réalisation de l'étude de faisabilité relative aux diverses solutions d'approvisionnement en énergie et de la prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementale au dépôt du PC ;
- Une attestation de prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementale à l'achèvement des travaux.

1. Attestation de réalisation de l'étude de faisabilité énergétique et de prise en compte de la RE2020 au dépôt du permis de construire

- Ce document est nécessaire à l'obtention du permis de construire, il atteste :
- De l'engagement du maître d'ouvrage à avoir réalisé l'étude de faisabilité ;
- Du respect des seuils pour les indicateurs Bbio et degré heure ;
- De l'engagement du maître d'ouvrage à pouvoir, avant le début des travaux, justifier du respect des seuils pour les indicateurs Ic énergie et Ic construction, c'est-à-dire d'avoir réalisé une analyse de cycle de vie du bâtiment conforme aux exigences de la RE2020 ;
- De l'exigence d'accès à l'éclairage naturel ;
- D'un engagement du maître d'ouvrage à prendre en compte les exigences sur les systèmes de ventilation.

2. Attestation de prise en compte de la RE2020 à l'achèvement des travaux

Ce document est établi sur la base des résultats du calcul réglementaire, de justificatifs fournis par le maître d'ouvrage et d'une visite sur site. Joint à la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, il atteste :

- Du respect de l'ensemble des indicateurs relatifs aux exigences de résultat de la RE2020 ;
- De certaines exigences sur les caractéristiques thermiques du bâtiment (par exemple, sur l'isolation) ;

- Pour les bâtiments résidentiels, des exigences vis-à-vis de la perméabilité à l'air et du système de ventilation ;
- Du contrôle de cohérence de 10 données environnementales utilisées dans l'analyse de cycle de vie du bâtiment est également intégré à cette attestation.

Dans le cadre de la réalisation de cette mission, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer l'ensemble des documents et justificatifs nécessaires à l'établissement des attestations. Les essais et mesures nécessaires à la vérification du bâti ou des équipements ne sont pas à la charge du contrôleur.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification de la prise en compte de la réglementation RE2020

3.4.4 Mission VIEL – Vérification initiale des installations électriques

La vérification initiale des installations électriques est prévue par l'article R4226-14 du Code du travail.

Elle porte sur la conformité des installations aux dispositions des articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226- 5 à R. 4226-13 et des arrêtés pris pour leur application. Elle suit les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Le contrôleur doit procéder aux vérifications suivantes :

- Examens de documents (notes de calcul, plans, schémas, documentation technique) ;
- Examens sur site ;
- Essais et mesurages.

Les points à examiner sont :

- Les conditions générales d'installation ;
- Les protections contre les risques de chocs électriques ;
- Les protections contre les risques de brûlures, d'incendie et d'explosion ;
- Les installations d'éclairage de sécurité.

Les rapports sont établis à l'issue des différentes vérifications exécutées par le contrôleur technique. Ces rapports doivent permettre de prendre ou de faire prendre toutes les mesures propres à assurer la conformité des installations.

Ils doivent localiser nettement les points sur lesquels les installations s'écartent de ces dispositions et motiver les observations en se référant aux articles concernés.

Lorsque les vérifications ne portent pas sur la totalité des installations par suite d'impossibilité matérielle (impossibilité de mise hors tension, inaccessibilité, etc.), les parties de l'installation non vérifiées et les motifs précis de non-vérification doivent être clairement signalés et récapitulés en tête des rapports.

Le délai de transmission du rapport ne doit pas excéder quatre (4) semaines à compter de la date d'achèvement de la vérification.

Livrables à produire en fin de mission :

- Les rapports de vérification initiale des installations électriques

3.4.5 Rapport de vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention CONSUEL

Vérification de la conformité des installations électriques.

À la demande expresse écrite du maître d'ouvrage de la commande, le contrôleur technique doit établir un rapport spécifique de vérification de la conformité des installations électriques, en vue de l'obtention CONSUEL visé par le décret 72-1120 du 14 décembre 1972 modifié par le décret n°2010-301 du 22 mars 2010. Ce rapport est établi en 3 exemplaires, dont une version électronique, et adressé sauf indication contraire du maître d'ouvrage à l'entreprise chargée des travaux.

3.4.6 Th ATT – attestation de la prise en compte de la réglementation thermique

L'attestation thermique sur la réglementation est délivrée conformément au décret n°2011-544 du 18 mai 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments.

Les dispositions du décret s'appliquent :

- À toutes les demandes de permis de construire déposées à partir du 27 octobre 2011 pour les bâtiments neufs à usage de bureaux, d'enseignement, les établissements d'accueil de la petite enfance et les bâtiments à usage d'habitation construits en zone ANRU ;
- À toutes les demandes de permis de construire déposées à partir du 1er janvier 2013 pour les autres bâtiments neufs à usage d'habitation.

Deux attestations sont délivrées :

- Attestation établie au dépôt du permis de construire ;
- Attestation établie à l'achèvement des travaux.

Pour délivrer l'attestation, le contrôleur technique doit :

- Être en possession de l'étude thermique complète du projet préalablement réalisé sur un logiciel d'application de la RT 2012 ;
- Effectuer une visite sur le site pour vérifier la concordance des travaux mis en œuvre et la synthèse d'étude thermique. La visite sur site doit vérifier les points suivants :
 - Le recours à une source d'énergie renouvelable ;
 - L'isolation des parois opaques du bâtiment ;
 - Les systèmes et les protections solaires.
- Être en possession du rapport de mesure effectué par l'opérateur ayant réalisé le test d'étanchéité de l'air.

Livrables à produire en fin de mission :

- L'attestation de vérification de la prise en compte de la réglementation thermique

Article 4 – Prestations complémentaires (BPU)

4.1 Coût horaire / demi-journée / journée- UO 1.1 à 1.4 (BPU)

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération, le maître d'ouvrage peut faire appel au titulaire par exemple pour une expertise ou autres compléments non prévus au forfait.

Les coûts horaires, à la demi-journée ou à la journée mentionnés à cet effet dans le bordereau des prix ont pour unique objet de permettre au maître d'ouvrage de commander des prestations complémentaires, non comprises dans la mission initiale, dont le montant global est forfaitaire. Il ne peut en aucun cas s'agir de procéder à la mise à disposition de personnel, ce qui constituerait un prêt illicite de main d'œuvre interdit par les articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du Code du travail.

4.2 Vérification périodique annuelle - UO 2 (BPU)

En cas de besoin, pour une opération d'une durée supérieure à 1 an, le titulaire peut être sollicité pour les vérifications périodiques liées à l'opération.

4.3 Hypothèse de reprise de la mission suite à défaillance – UO 3 (BPU)

Dans le cas où le Maître d'ouvrage sollicite le titulaire suite à une défaillance d'un prestataire précédent, que ce soit en phase conception ou en phase réalisation de l'opération, le titulaire se doit de reprendre tous documents, plannings, CR et autres livrables réalisés par le prestataire précédent, ainsi que ceux des autres intervenants afin d'avoir une vision complète de l'opération et toutes informations nécessaires à la bonne réalisation de sa mission.

Il se doit également d'en vérifier la conformité et cohérence afin de garantir la bonne poursuite des opérations et impératifs de la mission confiée.

Ce travail de reprise donne lieu à une rémunération en sus des UO commandées. Cette prestation de reprise est déterminée dans l'annexe financière (BPU). Elle ne concerne pas le cas où il est commandé au titulaire uniquement les prestations en phase réalisation, alors qu'il n'a pas participé à la phase conception.

Article 5 – Délais d'intervention du contrôleur technique

Le maître d'ouvrage précisera, à l'appui du bon de commande (ou expression du besoin) si les livrables seront transmis sous format papier et/ou dématérialisé. Les délais de remise des livrables sont mentionnés au présent article ; l'acceptation des livrables et l'admission de l'élément auxquels ils se rapportent est fixé par décision du MOA (ordre de service par exemple).

Cet article fixe, en fonction de la nature des missions, les délais au plus long des remises de livrables par le contrôleur technique, sauf accord explicite entre le maître d'ouvrage et le titulaire mentionné dans le bon de commande (ou expression du besoin). Si les délais convenus sont plus courts que ceux indiqués ci-dessous, les pénalités restent identiques.

Missions	Délais maximum	A compter de :	Pénalités associées
Désignation physique du contrôleur technique auprès de la MOA	5 jours ouvrés	A la réception du bon de commande	200 € / jour de retard
Formulation d'avis et rapport de synthèse des différents dossiers de la phase de conception (Esquisse, APS...)	2 semaines	De la transmission des documents PRO/DCE par la MOA	150 € / jour de retard
Remise du rapport initial de contrôle technique au MOA (RICT)	2 semaines	De l'obtention du PC ou au moins 30 jours avant le début des travaux	200 € / jour de retard
Avis sur les documents d'exécution (notes de calculs, plans ...)	1 semaine	De la transmission des documents d'exécution par la MOA	150 € / jour de retard

Non remise une fois/mois au MOA et MOE de la synthèse des avis en cours (liste des avis suspendus et défavorables et des documents manquants) – art. 2.7.3	1 fois / mois	Mensuel	200 € / jour de retard
Interrogation sur avis	2 jours ouvrés	De la demande émise (par mail ou autre moyen) par la MOA	100 € / jour de retard
OPR - Liste récapitulative des avis suspendus ou défavorables non suivis d'effets et des documents justificatifs manquants	1 semaine	De la demande du MOA ou de la date de convocation aux OPR	250 € / jour de retard
Rapport de visite et/ou réunion de chantier accompagné d'éléments photographiques	2 jours ouvrés	De la visite ou réunion de chantier	150 € / jour de retard
Remise du rapport final de contrôle technique (RFCT) au MOA	2 semaines	De la date de convocation aux OPR	200 € / jour de retard
Remise du rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) et de l'attestation de solidité à froid pour les ERP du 1 ^{er} groupe et les IGH	1 semaine	De la demande du MOA ou au plus tard 1 semaine avant la date de la commission de sécurité	150 € / jour de retard
Remise des attestations au MOA	1 semaine	De la réception de la demande du MOA	150 € / jour de retard
Remise des rapports de vérification initiale des installations électriques (cis VIEL) ou CONSUEL	4 semaines	De la vérification des installations	150 € / jour de retard
Tout rapport de vérification demandé	2 semaines	De la demande du MOA ou de la réunion en faisant état	150 € / jour de retard
Remise cahier des recettes pour le précâblage	5 semaines	De la date de fin de vérification des installations	150 € / jour de retard